

## **Coalition transatlantique : des éditeurs de presse et de magazines d'Europe et du Canada s'unissent pour défendre des médias libres et pluralistes**

**Bruxelles et Montréal, le 27 octobre 2026** – À la veille du 21<sup>e</sup> Sommet UE-Canada, qui se tiendra à Montréal les 29 et 30 octobre, des milliers d'éditeurs de presse et de magazines d'Europe et du Canada annoncent la création d'une coalition transatlantique, demandant à l'Union européenne et au Canada d'inscrire dans la déclaration commune du Sommet un engagement ferme en faveur de conditions-cadres soutenant des médias libres, indépendants et viables, et un journalisme professionnel fiable.

Formée de l'Association européenne des éditeurs de journaux (ENPA) et l'Association européenne des médias magazines (EMMA) et des membres nationaux, y compris l'Alliance de la presse d'information générale (APIG) et la Fédération Nationale de la Presse d'Information Spécialisée (FNPS), ainsi que le European Publishers Council (EPC), News Media Europe, Médias d'info Canada et Magazines Canada, regroupant de nombreuses autres associations nationales et régionales, la coalition insiste sur la nécessité d'adapter la législation au rythme de l'évolution technologique, en particulier de l'intelligence artificielle (IA), et de la renforcer par des mécanismes de protection accrus offrant aux éditeurs des moyens concrets d'autoriser, de surveiller et de faire respecter l'utilisation de leurs contenus. Cet enjeu est essentiel au maintien de médias libres, pluralistes et viables, dans un environnement où les grands acteurs technologiques exercent une pression toujours croissante sur l'écosystème médiatique, menaçant à terme la pérennité du journalisme indépendant, pilier essentiel de la démocratie, des libertés fondamentales et d'un débat public éclairé.

### **Des acquis à protéger et à faire respecter**

Face à ces défis sans cesse grandissants, l'Union européenne et le Canada se sont dotés de cadres pour protéger leurs médias, dont le droit voisin des éditeurs de presse et la *Loi sur les nouvelles en ligne* au Canada. Le règlement européen sur l'intelligence artificielle (AI Act) reconnaît également la nécessité d'assurer la légalité, la responsabilité et la transparence à l'ère de l'intelligence artificielle.

### **L'intelligence artificielle, un défi immédiat pour les médias**

L'essor rapide des nouvelles technologies, notamment les résumés générés par l'IA dans les moteurs de recherche, pose un défi majeur aux médias des deux côtés de l'Atlantique. Faute de règles adaptées et de transparence dans l'application des droits, des robots et agents d'IA non identifiés exploitent massivement leurs contenus, sans autorisation ni rémunération. Ces résumés générés par l'IA détournent les lecteurs des sites d'éditeurs de presse et s'approprient la valeur créée par les éditeurs, qui perdent une part importante de leur audience numérique, ainsi que des revenus d'abonnement et publicitaires qui en découlent. Ces pertes fragilisent l'un des fondements de leur modèle économique et compromettent leur capacité à produire une information d'intérêt public, fiable et diversifiée. Des mécanismes de protection renforcés sont nécessaires afin d'offrir aux éditeurs des moyens concrets d'autoriser l'utilisation de leurs contenus, d'en assurer le suivi et d'en faire respecter les conditions d'utilisation.

### **Une mobilisation commune pour des médias forts et indépendants**

La coalition agira de concert pour bâtir un écosystème d'intelligence artificielle transparent, qui protège la propriété intellectuelle, favorise l'octroi de licences et garantit aux éditeurs une rémunération appropriée ainsi que le plein contrôle de leurs contenus et de la valeur qu'ils génèrent.

Les exigences de transparence devraient également s'étendre aux droits encadrant l'utilisation des données en aval. Parmi les initiatives mises de l'avant par l'industrie, la norme de télémétrie des contenus développée par la [coalition SPUR](#) constitue un point de départ concret pour la mise en place

de mécanismes de reddition de comptes interopérables. Elle fournit aux éditeurs de presse les informations requises pour poursuivre l'innovation, adapter leurs modèles d'affaires et prendre des décisions éclairées en matière de licences.

« Nos publications et nos magazines partagent une même mission : informer, éclairer et nourrir le débat public. Ce travail a un coût, et il a une valeur. Lorsque des plateformes s'approprient nos contenus sans autorisation ni rémunération, ce ne sont pas seulement les éditeurs qui s'affaiblissent, ce sont nos démocraties. Le Sommet de Montréal est l'occasion pour l'Europe et le Canada de montrer qu'ils entendent défendre, ensemble, des médias libres et durables », ont déclaré conjointement les membres de la coalition.

### **À propos de la coalition**

La coalition réunit l'Association européenne des éditeurs de journaux ([ENPA](#)) et l'Association européenne des médias magazines ([EMMA](#)), et des membres nationaux, y compris l'Alliance de la presse d'information générale ([APIG](#)) et la Fédération Nationale de la Presse d'Information Spécialisée ([FNPS](#)), ainsi que le European Publishers Council ([EPC](#)), [News Media Europe](#), [Médias d'info Canada](#) et [Magazines Canada](#), représentant des milliers de titres de presse et de magazine reconnus de part et d'autre de l'Atlantique.

– FIN –

### **Contacts médias**

Pour le Canada :

Paul Deegan, [pdeegan@newsmediacanada.ca](mailto:pdeegan@newsmediacanada.ca)

Pour l'Union européenne :

Heidi Lambert, [heidilambert@hlcltd.co.uk](mailto:heidilambert@hlcltd.co.uk)